

Œuvrer pour le changement entre égaux



SUSANNE LURE

Plus d'une centaine de personnes ont contribué à la discussion de l'évènement 40^e anniversaire d'Inter Pares « L'avenir de la solidarité internationale : parlons-en ! » au printemps 2015.

L'avenir de la solidarité internationale

« Quel est le plus gros obstacle à la mondialisation de l'égalité? » Voilà la question posée, en avril dernier, à quatre homologues d'Inter Pares, quatre conférencières et conférenciers invités à notre quarantième anniversaire. *Manque de volonté politique. Mainmise des sociétés sur les ressources naturelles et les processus politiques. Intérêts individuels prévalant sur l'intérêt général. Militarisation croissante et violations des droits de la personne.* Ces réponses nous rappellent les importants défis que nous rencontrons sur notre parcours collectif.

L'histoire du conférencier Paul Sein Twa les résume parfaitement. Enfant, il a grandi dans un village de Birmanie, situé sur les berges de la majestueuse rivière Salouen. Le village subsistait grâce à ses eaux poissonneuses et aux abondantes ressources des forêts de teck qui longent

la rive. En 1989, la dictature birmane a entrepris de vendre la forêt à une poignée d'entreprises qui ont rapidement commencé sa coupe à blanc pour en exporter le bois, causant l'érosion des berges, la diminution des stocks de poissons et la détérioration des moyens de subsistance. Ce pillage a permis à la junte militaire d'acheter des armes et aux forces armées d'utiliser les routes tracées par les sociétés forestières pour attaquer, de façon indiscriminée, les civils et les combattants de la résistance réfugiés dans la forêt dense. Quant aux pays dont les fabricants ont fourni les armes au régime ou dont les compagnies forestières ont bénéficié de la situation, ils n'avaient aucun intérêt à intervenir.

Pour leur part, nos homologues sont plus stimulés qu'abattus par l'ampleur des défis. Après avoir fui son village, Paul a rejoint les rangs de jeunes militantes et militants

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

BIRMANIE :
L'EXPÉRIENCE
TERRAIN AU SERVICE
DES POLITIQUES
CANADIENNES

SOINS DE SANTÉ,
VOLONTÉ POLITIQUE ET
LEADERSHIP FÉDÉRAL

Birmanie : l'expérience terrain au service des politiques canadiennes



Quatre collègues de Birmanie sur les marches du Parlement après avoir livré leur témoignage. De gauche à droite : Pippa Curwen, Wahkushee Tenner, Jessica Nhkum, Rebecca Wolsak (Inter Pares) et Htwe Htwe.

« Nous apprécions grandement votre participation et votre témoignage. Vous nous avez apporté de précieuses informations. » C'est en ces mots que Scott Reid, membre du Parlement et président du Sous-comité des droits internationaux de la personne, a levé la séance. C'est en ces mots qu'il a remercié les quatre collègues œuvrant pour les homologues d'Inter Pares en Birmanie ainsi que les deux

Chaque réunion était l'occasion d'en apprendre sur des personnes confrontées à des combats similaires et d'échanger sur les stratégies d'action en toute complicité; chaque discussion, celle de faire la lumière sur le quotidien des habitants des zones ethniques de la Birmanie en le comparant aux manchettes occasionnelles des médias canadiens sur le sujet.

responsables des programmes sur la Birmanie d'Inter Pares, pour leur témoignage sur la situation dans ce pays.

En mars 2015, Inter Pares avait accueilli une délégation de quatre femmes venues au Canada rencontrer des Canadiennes et Canadiens d'origine birmane et de tous

horizons, des organisations des Premières Nations et des militants de Colombie, du Soudan et du Canada. Chaque réunion était l'occasion d'en apprendre sur des personnes confrontées à des combats similaires et d'échanger sur les stratégies d'action en toute complicité; chaque discussion, celle de faire la lumière sur le quotidien des habitants des zones ethniques de la Birmanie en le comparant aux manchettes occasionnelles des médias canadiens sur le sujet. À chaque rencontre avec les membres du Parlement, sénateurs et fonctionnaires, la délégation n'a pas manqué de faire des recommandations en matière de politiques.

Dans son témoignage, Wahkushee Tenner de la Women's League of Burma (Ligue des

femmes de Birmanie) a rappelé que les responsables de violence sexuelle vivent en toute impunité. Elle a demandé au Canada d'exiger une enquête internationale sur les violations des droits de la personne, notamment sur la violence sexuelle commise par les militaires et d'apporter son soutien à la société civile birmane.

À leur retour, les quatre femmes ont fait le bilan de leur voyage soulignant la nécessité d'un dialogue direct avec les décideuses et décideurs canadiens. Htwe Htwe de la Karenni Safe House n'avait jamais quitté son pays. Elle considère qu'il était important qu'elle partage son expérience en matière d'appui juridique et d'accompagnement aux survivantes de la violence. Pour résumer l'impact du voyage, elle nous a confié : « Je me sens plus forte. »

Les visites de nos homologues, comme celle-ci, font partie intégrante de l'approche d'Inter Pares. Des décideuses et décideurs canadiens mieux informés et des travailleuses communautaires de Birmanie dynamisées sont tous deux des moteurs de changement social importants. 

Soins de santé, volonté politique et leadership fédéral

Lorsque Kevin Page prend la parole, le Canada écoute.

Le 31 mars 2015, ce professeur de l'Université d'Ottawa et ancien directeur parlementaire du budget a donné, à l'invitation de la Coalition canadienne de la santé (CCS), une conférence dans une salle bondée de députés, de sénatrices et sénateurs, ainsi que de militantes et militants. La CCS, qui est un homologue d'Inter Pares, soulignait l'anniversaire de l'expiration de l'Accord sur le renouvellement des soins de santé qui régissait le budget alloué aux services de santé par le gouvernement fédéral, en consultation avec les provinces.

Son message était simple, mais percutant : subventionner les soins de santé universels au Canada est un choix économique viable qui nécessite une volonté politique réelle et un leadership fédéral. Cette déclaration catégorique contredit le mythe selon lequel notre pays n'a pas les moyens de veiller à la santé de sa population.

Cela vaut aussi pour d'autres pays. Aux Philippines, notre homologue Likhaan œuvre inlassablement depuis de nombreuses années pour mettre en place des structures de soins de santé de première ligne, de qualité et à coût réduit, pour les femmes des zones défavorisées de Manille. Ces cliniques sont la preuve que l'on peut réduire de manière significative le taux de mortalité maternelle. Cependant, en l'absence d'un cadre national global pour les soins de santé universels, ces efforts peuvent sembler insuffisants face à un système qui n'aborde pas les causes des inégalités socio-économiques.

Pourtant, les résultats obtenus lorsque gouvernement et militantes joignent leurs forces pour réaliser des objectifs progressistes, en dépit de la rareté des ressources, sont inspirants. Une nouvelle loi sur la santé reproductive, assortie d'une enveloppe budgétaire consolidée, changera la vie de millions de personnes aux Philippines. La loi propose aux femmes un plan national en matière de santé reproductive, notamment la gratuité des mesures de planification familiale et des soins obstétriques d'urgence. Il aura fallu à Likhaan et à ses



Rita Morbia, directrice générale d'Inter Pares et membre du conseil d'administration de la CCS, en compagnie de Kevin Page, Melissa Newitt (directrice générale de la CCS par intérim), Adrienne Silnicki (directrice générale de la CCS, en congé maternité) et Grace, dans ses bras.

partenaires des années de plaidoyer, puis de tenir bon alors que la loi fut portée en appel devant la Cour suprême. Pendant ce temps, le gouvernement a triplé le budget de la santé en relevant les « taxes sur le vice », soit l'alcool et le tabac. Une part importante des fonds dégagés est consacrée au régime national d'assurance maladie qui répond aux besoins des personnes défavorisées.

Assurément, le Canada, avec des ressources par habitant bien plus importantes, peut relever le défi du budget de la santé. Kevin Page a raison. Nous avons les moyens de notre régime de santé, mais il faudra de la volonté politique et un leadership de la part du fédéral. Inter Pares est engagée à promouvoir des soins de santé universels en tant qu'élément fondamental pour des sociétés plus justes, et à continuer d'appuyer le travail de la CCS et de Likhaan en ce sens. ☺

Les résultats obtenus lorsque gouvernement et militantes joignent leurs forces pour réaliser des objectifs progressistes, en dépit de la rareté des ressources, sont inspirants.

L'avenir de la solidarité internationale

Suite de la page 1

Les conférencières et conférencier invités lors de l'événement 40^e anniversaire. De gauche à droite : Diana Bronson, Aline Zongo, Pilar Trujillo et Paul Sein Twa.



SUSANNE DURE

Au cours de quatre décennies, nous avons été témoins de changements remarquables dans les pays où nous travaillons.

avec lesquels il a créé le Réseau karen pour l'action sociale et environnementale. Travaillant de pair avec les communautés, ce réseau contribue à protéger leurs terres ancestrales, trouver des moyens de subsistance et promouvoir la culture locale. D'autres homologues ont été, eux aussi, appelé à agir dans leur propre région, que ce soit en Afrique de l'Ouest, en Amérique latine ou au Canada.

Pendant quarante ans, Inter Pares s'est attelée à établir des relations de longue durée fondées sur la confiance mutuelle, le soutien et la solidarité entre des personnes et des organisations qui œuvrent pour changer leur culture et leur société de l'intérieur. Le changement social doit naître de l'action des individus dans leur milieu, par leur participation active à la recherche des moyens de renverser les injustices subies. Depuis notre création, nous avons travaillé avec ces leaders issus des communautés locales, en offrant notre solidarité et en faisant avec eux cause commune.

Cela nous mène aussi à devenir des agents de changement dans notre propre pays. Jour après jour, nous élargissons le cercle des Canadiennes et de Canadiens mobilisés, prêts à montrer leur appui par leur contribution financière et leur soutien moral; nous revendiquons des politiques gouvernementales responsables et la reddition de compte des

entreprises et nous mettons en relation nos homologues d'ailleurs avec des militantes et militants d'ici.

Au cours de quatre décennies, nous avons été témoins de changements remarquables dans les pays où nous travaillons. Des dictatures sont tombées. Des conflits armés ont pris fin. Des réfugiés sont rentrés chez eux. Des lois pour la protection des droits civils et de la personne ont été adoptées. La santé publique s'est améliorée. Pourtant, et bien que la vie de millions d'individus se soit améliorée, la lutte a pris un autre visage. De fait, les structures militaires survivent aux conflits; la démocratisation réelle reste un objectif lointain. Certains droits sont acquis, d'autres sont à risque. Les plus vulnérables sont davantage exposés aux problèmes de santé. Mondialiser l'égalité, pour que tous les habitants de la planète réalisent leur potentiel, est un combat sans fin.

C'est pourquoi nous envisageons l'avenir avec confiance, sachant que les gens se retrouveront toujours pour combattre les injustices et lutter pour la paix et la justice, convaincus que nous avons d'ores et déjà jeté les assises du monde que nous voulons créer ensemble. L'avenir de la solidarité internationale, c'est ici et maintenant. 

EN LIGNE Visionner les vidéos de l'événement au www.interpares.ca/videos-40ans

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario)

K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais)

Téléc : 613-594-4704

info@interpares.ca • www.interpares.ca

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par le Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement.

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267